



MACRON ET LES CAPITALISTES NOUS APPAUVRISSENT STOPPONS-LES !

**AUGMENTATION
DES SALAIRES**

**AUCUNE COUPE
BUDGÉTAIRE**

IL FAUT UNE GRÈVE TOUS ENSEMBLE !

Les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont battu (encore) un nouveau record et atteignent 144,2 milliards d'euros pour 2023 ! De l'argent il y en a, et beaucoup ! Mais lors des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO), les patrons ne lâchent rien à celles et ceux qui produisent réellement ces richesses. Alors les grèves pour obtenir des augmentations de salaires éclatent. La réforme du collège voulue par Macron et Attal ne passe pas, les grèves dans l'éducation sont très suivies depuis février et continuent. Le 19 mars une journée de grève dans la fonction publique est attendue.

Depuis des mois et des mois, contre le massacre à Gaza et contre les lois racistes du gouvernement, des ma-

nifestations se tiennent presque tous les week-ends. La température sociale monte pour le début du printemps, ça chauffe pour le gouvernement Macron-Attal et les capitalistes !

**LE GOUVERNEMENT
EST FAIBLE,
ORGANISONS LA LUTTE !**

Le gouvernement de millionnaires qui sert les intérêts des capitalistes essaie d'asséner le maximum de coups qu'ils peuvent avant qu'ils soient contrés par des mobilisations fortes. Ils n'ont en tête qu'un seul but, s'assurer que les ultra-riches continuent de s'enrichir et, pour cela, nous faire payer la facture. Car même si les profits battent des records, la situation

(notamment économique) est très instable et les capitalistes ne sont pas sereins. Macron-Attal et le reste de la clique n'ont pourtant aucun soutien dans la population, ils se servent d'ailleurs du racisme pour essayer de nous le faire oublier !

Avec cette colère qui gronde, les syndicats doivent organiser la lutte et prévoir des actions de grèves massives pour arracher des victoires et faire reculer Macron.

Si Macron arrive à s'en sortir pour mettre en place toute sa politique c'est surtout qu'il profite d'un vide béant : quelle alternative politique y a-t-il pour les travailleurs, les jeunes et la majorité de la population ? Nous avons besoin de nous renforcer pour nous donner la confiance qu'on peut

non seulement arrêter ce gouvernement, mais qu'on peut aussi prendre les affaires en main ! Des salariés en grève pour les salaires jusqu'aux personnels de l'éducation nationale, en passant par la crise des agriculteurs, nos intérêts sont communs. Nous avons donc besoin d'un parti des travailleurs qui défende un programme combatif qui s'attaque directement aux capitalistes !

**LUTTER AVEC LA GAUCHE
RÉVOLUTIONNAIRE !**

Résister contre les assauts de Macron pose la question de la société dans laquelle on veut vivre. Dans le cadre d'une société capitaliste, tout est tordu pour satisfaire l'accroissement

des profits et rien ne fonctionne dans le but de satisfaire les besoins réels de la majorité de la population qui aspire à avoir du travail, de pouvoir en vivre dignement et une société juste, démocratique, égalitaire, sans discriminations ni exploitation.

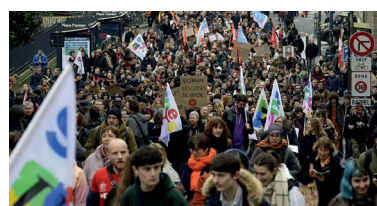
Cette transformation nécessaire de la société ne peut que passer par le fait de retirer des mains des capitalistes les principaux secteurs de l'économie, en commençant par l'énergie, le transport, les banques, la grande distribution ... et de les mettre dans les mains des travailleurs. C'est bien d'une révolution socialiste dont nous avons besoin. Résister contre Macron et les capitalistes, c'est s'organiser autour d'un programme combatif, rejoins-nous dès maintenant pour ce combat !

TRAVAILLEURS, JEUNES... NOUS AVONS BESOIN DE NOTRE PROPRE PARTI !



**DOSSIER :
CONTRE
L'OPPRESSION
DES FEMMES !**

PAGES 5 à 8



**LES LUTTES DES
TRAVAILLEURS
REPRENNENT, IL NOUS
FAUT UNE STRATÉGIE !**

PAGE 4



**SÉNÉGAL :
MOBILISATION MASSIVE
CONTRE MACKY SALL**

PAGE 11

PORTUGAL : LES 50 ANS DE LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS !

Il y a 50 ans, le régime fasciste mis en place par Salazar fut balayé en une journée au Portugal. Le matin du 25 avril 1974, quand la population entendit la chanson « Grandola Vila Morena », interdite à la radio, ce fut le signal de la fin de la dictature ! Le Mouvement des Forces Armées (MFA) investit Lisbonne et Porto et les sécurisa. Les principaux dirigeants furent arrêtés et Caetano, digne successeur de Salazar se planqua. Des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes descendirent dans les rues afin de fêter la fin du régime, fraternisèrent avec les militaires qui s'étaient révoltés et portaient un œillet à leur fusil. Des milliers de jeunes défilèrent aux cris de « À bas le fascisme ! », tout cela dans un enthousiasme fou.

LES RAISONS DE LA CHUTE DU RÉGIME

Pays colonisateur en Angola, Guinée-Bissau, Mozambique, le gouvernement portugais y menait une guerre sanglante contre les mouvements de libération nationale, pour défendre ses intérêts. 40% du budget total de ce pays était utilisé pour cela, pays pourtant très pauvre. Par ailleurs, de nombreux officiers de rang, influencés par le marxisme, se sont radicalisés au vu de la répression sanguinaire infligée aux personnes qui luttèrent pour leur liberté. Ce furent les premiers à se mobiliser le 25 avril. Les grèves se multipliaient, comme partout dans le monde : luttes étudiantes en 1968, les banques en 1971, grèves importantes qui touchaient les entreprises

étrangères, les travailleurs des aéroports et même les ouvriers agricoles. La petite bourgeoisie, en particulier, les étudiants s'opposaient aussi au régime.

1974-1975 : UNE SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE

Après la démission de Caetano, Spínola, un général, assume le pouvoir de la Junta de Salvação Nacional. Ce gouvernement militaire « de salut public » détient les principaux pouvoirs et fait tout pour conserver une domination indirecte sur les colonies. Parmi le MFA, les plus à gauche souhaitent remettre le pouvoir au mouvement de libération nationale pour l'indépendance.

C'est dans la rue, les quartiers, les entreprises que les événements les plus intéressants se déroulent : directeurs et associés sont virés, remplacés par des comités de travailleurs élus ; grèves contre les bas salaires et pour l'amélioration des conditions de travail. Le camp de la réaction essaie de réagir. Deux coups d'état, le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975, tentent de redonner le pouvoir à Spínola, mais c'est un échec. Il s'enfuit, auprès de la dictature fasciste de l'Espagne franquiste. La base des MFA et des travailleurs l'ont stoppé. Les syndicats occupent les banques qui ont soutenu Spínola. Elles doivent être nationalisées. 50% le seront en effet, car le processus révolutionnaire continue et des nationalisations ont lieu de certains secteurs : banques, transports, métallurgie, industrie minière et communications...

LE RÔLE DU PS ET DU PC

Le PS et le PC s'affrontent de plus en plus et le MFA maintient une forme de double pouvoir. Le PS s'oppose aux initiatives populaires et les événements qui ne vont pas dans l'intérêt des travailleurs s'amoncellent. À l'été 1975, on est au bord de la guerre civile.

Le MFA veut l'alliance du peuple et de l'armée. Ainsi, quand des paysans occupent les vastes domaines du sud pour y créer des unités collectives de production et que des ouvriers investissent des usines, il les soutient et les protège. Le 8 juillet, les militaires de la fraction la plus radicale du MFA proclament la supériorité de la démocratie directe sur la démocratie électorale. C'en est trop pour le PS qui claqué la porte du gouvernement. Ce qui permet aux conservateurs de s'agiter. En quelques semaines, une centaine de sièges du PC, de syndicats et d'autres partis de la gauche révolutionnaire sont attaqués, parfois à la bombe, par des groupes financés par le patronat local.

LA RÉVOLUTION STOPPÉE

Le 7 août, la fraction modérée du MFA affirme que « le socialisme ne pourrait être établi que par la voie d'une démocratie pluraliste », sous-entendue bourgeoise. Les radicaux quittent le gouvernement. Le message est reçu par le PC, qui cède et lâche son ami Premier ministre qui démissionne.

En septembre 75, un gouvernement dirigé par Pinheiro de Azevedo né autour du PS. Puis

Mario Suarez (PS) revenu d'exil, futur président, donnera son programme pour un gouvernement provisoire : un front d'unité nationale, alliance de nombreuses formations. Tout ça sur le dos des travailleurs qui voient le processus révolutionnaire s'arrêter. En 1974, au Portugal, la révolution socialiste était pourtant possible ! Cette période révolutionnaire montre à quel point les travailleurs peuvent prendre en main la société et l'économie et combien il a manqué un parti révolutionnaire de masse pour pousser la lutte vers une véritable société socialiste.

■ DADOU



CE QUE DÉFENDAIT LE COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE (CIO/CWI) EN 1974

Quelques jours après le 25 avril 74 et le début de la Révolution des Œillets, nos camarades ont fondé le CIO/CWI à Londres. Ils militaient depuis des années dans le Labour Party en Angleterre. C'était la tendance « Militant », avec ses tracts, son journal et son organisation. Ils voulaient gagner le maximum de militants et travailleurs au programme marxiste léniniste et trotskyste. En même temps, il n'était pas question de passer à côté des nombreuses mobilisations et/ou grèves qui se déroulaient partout dans le monde.

Ainsi, au Portugal, les camarades ont publié une brochure en portugais et l'ont diffusée dans les partis ouvriers, en particulier le Parti socialiste

et les jeunes socialistes auprès de qui elle reçut un accueil enthousiaste. Le PCP organisait les travailleurs dans l'industrie et aurait dû montrer les limites des luttes qui ne remettent pas en cause le capitalisme.

Nos camarades avaient comme slogans par exemple : « Désarmez les officiers réactionnaires, armez les travailleurs », « Reliez les comités de travailleurs au niveau local, régional et national » ou encore « Pour un gouvernement des travailleurs ! ». Armés de tels mots d'ordre, un parti révolutionnaire aurait pu rapidement

unir une grande masse des travailleurs et arriver au pouvoir. C'est cette direction révolutionnaire qui a manqué à la Révolution des Œillets.



LE RÔLE DE L'ARMÉE ET LE PROGRAMME DES MARXISTES



Trotsky en compagnie de soldats de l'Armée rouge, en 1921

Depuis l'apparition de la propriété privée, il a fallu aux classes dominantes et possédantes une force armée pour la protéger et maintenir leur domination sur les esclaves ou les classes exploitées. Avec l'apparition des États-nations, les armées ont servi aux pays impérialistes à

coloniser et faire la guerre pour les ressources. Elles ont aussi été l'arme des bourgeoisies nationales pour réprimer les révolutions de la classe ouvrière ou orchestrer des coups d'état lorsque les élections portaient au pouvoir des personnalités « trop » révolutionnaires.

L'ARMÉE ET LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Mais ce n'est pas si simple. L'armée n'est pas un corps homogène. Pendant longtemps, elles ont été des armées de masse faites d'ouvriers et de paysans, avec à leur tête une hiérarchie majoritairement issue des classes dominantes. C'est toujours le cas, même si les armées dans les pays impérialistes sont devenues davantage des armées professionnelles, moins nombreuses en taille, et que la répression politique a été laissée en général à des polices. Lorsque se présentent des situations révolutionnaires, les soldats doivent choisir de défendre le régime ou de prendre part à la révolution

aux côtés de leurs frères et sœurs ouvriers. L'exemple du Portugal en 1974 le prouve. La stratégie des révolutionnaires est d'organiser dans l'armée les soldats de la classe qui veulent renverser le capitalisme.

PLUS DE STABILITÉ AVEC DES RÉGIMES MILITAIRES ?

Depuis 2020, le Mali, Le Burkina, le Niger puis le Gabon ont connu des coups d'état militaires. Ils ont été soutenus par la population, par haine de l'État néocolonial français et car ils ont permis le départ de dictateurs. Mais l'armée a souvent remplacé des proches des anciens régimes. Et des alliances sont en cours avec d'autres pays impé-

rialistes comme la Russie. Les travailleur-ses et la population pauvre n'ont rien à y gagner et la colère va reprendre le dessus.

Dans d'autres pays comme au Soudan, un régime militaire a pu naître de la révolution commencée en 2018, qui n'a pas été jusqu'au bout faute d'un programme socialiste clair. Depuis un an maintenant, le pays est soumis à des atrocités dues aux affrontements ethniques de différentes factions de l'armée. En Égypte, également après la révolution de 2011 contre Moubarak, en 2013, un coup d'état a délogé Morsi et les Frères musulmans. Depuis, un régime militaire de plus en plus autoritaire s'est installé, sans améliorer les conditions de vie de la population ni donner plus de liberté et de droits.

UNE ARMÉE DES TRAVAILLEURS POUR DÉFENDRE LE SOCIALISME

Les travailleurs ne doivent pas confier leur destin à l'armée. Ils doivent s'organiser eux-mêmes, dans des comités de défense démocratiques, pour assurer leur sécurité au quotidien contre les gangs ou la répression politique des gouvernements. La seule armée qui vaille est celle constituée de travailleur-ses avec des représentants élus. Elle permettra de protéger un État socialiste après la prise du pouvoir face à des belligérants capitalistes, comme a pu le faire l'armée rouge fondée par Trotsky en 1917.

■ MATTHIAS

COUPES BUDGÉTAIRES, SERVICES PUBLICS SACRIFIÉS, ATTITUDES GUERRIÈRES : À QUOI JOUENT MACRON ET ATTAL ?

À peine la contre-réforme des retraites portant l'âge à 64 ans a été passée, à coups de 49-3, qu'ils ont embrayé sur d'autres mesures anti-ouvrières : France travail, contre-réforme de l'éducation et du collège, et maintenant une nouvelle cure d'austérité avec des coupes budgétaires à hauteur de 10 milliards dans les budgets publics.

UN GOUVERNEMENT CAPITALISTE DE COMBAT...

Macron, Attal et leur gouvernement de millionnaires avancent et parfois même foncent. Et ils ne s'arrêtent que lorsqu'il y a un barrage ou une riposte. Sur le fond, cette politique correspond aux besoins immédiats des gros capitalistes français : maintenir un haut degré d'exploitation de la classe ouvrière et étendre la surexploitation.

Ça a toujours été le cas mais, là, une nouvelle crise économique couve. L'inflation n'est pas terminée et les salaires sont bien trop bas pour vivre décemment. Les plans de licenciement et l'austérité sont les réponses des capitalistes et de leurs gouvernements partout. Plusieurs pays sont entrés en récession en Europe. Et l'instabilité politique et les guerres sont de plus en plus présentes. Ils veulent donc intensifier leur politique afin d'essayer de nous faire payer la crise. Pour cela, Macron fait comme d'autres arrivistes politiques dans l'Histoire (Napoléon III en particulier) : chercher à incarner une pseudo-nouveauté pour mieux renforcer l'ordre bourgeois.

Dès le début, ainsi, c'est par la répression qu'il a agi, cassant des droits démocratiques. Il a intensifié un racisme systématisé, des mesures réactionnaires et des déclarations militaristes.

...AUX PIEDS D'ARGILE

Plus on avance dans les mandats du « président des riches », plus les crises politiques se multiplient : gilets jaunes, mouvement des retraites de 2019, crise sanitaire du Covid, mouvement contre la casse des retraites en 2023, émeutes après la mort du jeune Nahel, mobilisations des agriculteurs...

Leur politique pourrait s'apparenter à une fuite en avant.

En réalité, c'est une course de vitesse entre eux et nous. Et leur tactique c'est : chercher à assommer les travailleurs et les jeunes et donner l'impression que c'est une fatalité. Leur stratégie de long terme vise les travailleuses et travailleurs qui produisent la richesse du pays en s'en prenant aux droits arrachés par les luttes ouvrières.

NOTRE VOIX DOIT RÉSONNER !

Les capitalistes disposent d'un gouvernement, de médias puissants en leur possession et d'outils de répression plus performants. Nous l'avons encore vu en 2023, nous disposons de la force du nombre. Mais c'est

notre capacité à la transformer en une force collective qui leur fait peur : lorsque nous construisons des grèves organisées et fortes. Et ça sera possible quand nous aurons des objectifs communs précis, des revendications et un programme à opposer au gouvernement des corrompus et des profiteurs capitalistes.

Sauf que tout ceci ne viendra pas spontanément. Les travailleurs et les jeunes ont besoin de leur propre voix ! Un parti qui se bat contre le capitalisme et pour le socialisme, dans lequel les discussions et les actions communes permettront d'être mieux préparés aux défis essentiels de la période qui vient.

■ LEÏLA MESSAUDI

ÉCOLOGIE, ÉDUCATION, RECHERCHE, COHÉSION DES TERRITOIRES... L'EXÉCUTIF SUCRE 10 MILLIARDS D'EUROS DE DÉPENSES



EUROPÉENNES : ENCORE LES MAGOUILLES DE LA « GAUCHE » PRO-CAPITALISTE

Oui, ça nous aurait renforcé que le RN et Macron n'arrivent pas premiers et qu'une alliance de gauche soit en tête des élections européennes. Ça aurait encouragé les travailleurs et les jeunes, en France et d'autres pays d'Europe qu'il y ait une coalition de gauche qui réussisse à faire face aux libéraux et à l'extrême droite.

Le programme de la NUPES, accepté par les formations politiques molles et réformistes de la gauche plurielle classique était déjà très limité. Mais EELV et le PS ont un programme assez compatible avec Macron. Ils

ne cherchent pas à être un rempart contre les capitalistes. Et c'est avec eux que la direction du PCF préfère s'allier.

En ce début mars 2024, EELV n'a toujours pas présenté son programme de campagne alors que ça fait déjà un an qu'ils ont annoncé faire cavalier seul et engranger un maximum de voix pour leur parti.

Le PS, comme en 2019, sera tracté par Raphaël Glucksmann de Place Publique. Il porte un élan libéral de gauche comme le faisait Macron avant qu'il soit président. Et ses sorties en mode va-t-en-guerre en disent long.

Le PCF a composé une liste

qui inclut des syndicalistes et qui se veut plus représentative des travailleurs mais la dynamique recherchée est d'appeler au rassemblement sans fond sur des positions anti-LFI. Le PCF joue des coudes pour se démarquer mais se satisfait du ronron des institutions bourgeoises y compris celles de l'UE.

Ils ont tous accepté la NUPES aux législatives pour sauver leurs sièges et cherchent maintenant à se placer pour 2027. C'est un cadeau à Macron d'avoir ces forces d'appoint à sa gauche qui lèvent le ton parfois pour s'indigner mais ne vont pas

plus loin. Les travailleurs et la population avaient raison de mettre ces forces au placard. Aux présidentielles le PS a fait 1,75 %, EELV 4,63 % et le PCF 2,28 %.

Pour les élections européennes, les sondages annoncent une gauche effacée, avec à peine 50 % de participation. Peu iront voter car à quoi bon donner sa voix à des organisations qui font leur petite tambouille et ne luttent pas contre l'Europe des capitalistes. Il nous faut une force politique qui soit prête à en découdre avec le capitalisme !

■ MATHIEU JARDIN

UNE FRANCE INSOUMISE UTILE DOIT ÊTRE UN LIEU DE DÉBAT ET D'ORGANISATION CONTRE MACRON

L'« assemblée représentative » de LFI a lieu mi-mars*. Une « consultation » interne (en ligne) a eu lieu en décembre dernier sur l'approche des européennes. Elle n'a pas été suffisamment l'occasion d'avoir de vraies discussions dans le mouvement ni sur le bilan de l'échec de la Nupes, ni sur comment renforcer la FI et la lutte contre Macron.

Les insoumis seront « consultés » en ligne pour « valider » la liste de candidats. Puis la stratégie pour les élections européennes sera présentée. C'est déjà un problème : avant d'avoir des candidats, on devrait avoir eu un vrai débat sur le programme et le profil...

UNE CAMPAGNE COMBATIVE ?

Aux dernières européennes en 2019, LFI avait plusieurs candidats qui faisaient écho aux luttes : des porte-paroles combattifs, syndicalistes, militants associatifs... qui étaient de bons points d'appui. La ligne défendue par LFI alors était plus offensive. Au lieu de cela, le bureau a présenté un texte qui persiste dans la même ligne « molle », gravitant autour d'une Nupes-zombie qui a déjà fait la preuve de son inefficacité*.

Problème : si LFI ne fait pas une campagne combative contre la politique de Macron et des capitalistes – tout en l'utilisant pour dénoncer l'UE capitaliste et ses attaques – alors on court le risque que le vote LFI/Union populaire ne soit pas utilisé au-delà des électeurs de gauche déjà convaincus (pour ceux qui iront voter)...

Mais on risque aussi que le RN arrive à garder (au moins un temps) son profil d'« opposition ». Cela va davantage dégoûter toute une partie des gens qui ne voient pas d'alternative face à Macron et l'extrême droite. Pourtant,

l'envie d'en finir avec « tout ça » est là.

SE CONSTRUIRE, DÉBATTRE DU PROGRAMME

Pour stopper ces politiques, LFI doit mettre en débat un programme réellement combatif et appeler les gens à la rejoindre. En n'ayant pas suffisamment de débats politiques, auxquels chaque membre puisse participer, LFI limite sa force de frappe. Les militants doivent être des acteurs du programme ; or, c'est souvent limité à coller des affiches ou écouter les député-es. Les formations internes sont plus des cours de fac que des lieux d'élaboration. Il n'est pas demandé aux insoumis comment ils militent eux-mêmes.

Pourtant, beaucoup sont dans le mouvement depuis déjà 7 ans. On devrait débattre à chaque niveau : quelles revendications mettre en avant dans telle lutte, élever le niveau politique autour de soi, le programme est-il adapté sur tel point, qu'est-ce qu'on va dire dans les élections, etc.

NOTRE CAMP A BESOIN D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE !

Un programme, ce n'est pas des mesures électorales. C'est une réponse et une alternative politique aux 50 nuances de courants pro-capitalistes qui appliquent plus ou moins les mêmes politiques quand ils sont aux affaires. C'est ce qui permet de mettre en débat comment la société pourrait fonctionner autrement, comment en finir avec le capitalisme et les oppressions. C'est un tel programme qui pourrait nous unir.

NOTRE CAMP A BESOIN D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE !

C'est ce à quoi pourrait nous servir un nouveau parti à nous, travailleurs, jeunes, dans la prochaine période.

■ CÉCILE RIMBOUD

La GR aura sa Conférence nationale fin mars pour discuter de notre propre campagne Européennes (entre autres, voir p. 9). Le texte qui y sera discuté et voté ainsi que des bilans politiques seront publiés sur notre site, en brochure et dans le prochain numéro de l'Égalité !

*À lire sur notre site :

- Clap de fin pour la NUPES : de quelle unité avons-nous besoin ?
- L'approche erronée du NPA et le « non » de LFI sur une liste commune aux Européennes
- Le tract de la GR pour la convention LFI du 16 mars

LA LUTTE CONTINUE À FOUNDEVER ROUEN !

Depuis le 4 décembre 2023 une partie des salarié·es de Foundever (prestataire d'Orange et EDF en activité de téléconseil) sont dans un mouvement de grève illimité. La direction désorganise continuellement les services pour pousser à des fautes entraînant des départs ou des licenciements. En quelques mois c'est près de 20% des effectifs qui ont été supprimés. Il s'agit d'un plan social larvé. Les salarié·es se sont orga-

nisés en syndicat (Sud PTT) pour résister et appellent régulièrement à des rassemblements pour maintenir la pression. Des négociations ont enfin été ouvertes au 23 février. La direction avait déjà fait des promesses en mars 2023 suite à un précédent mouvement de grève mais n'avait pas honoré ses engagements ! Cette fois les grévistes restent mobilisés. La GR continuera de soutenir. Solidarité avec les Foundever !

■ YB

GRÈVE CHEZ DALKIA EST !

Les salarié·es de Dalkia, entreprise de chaufferie, filiale d'EDF, sont entrés en grève le 19 février pour exiger des augmentations de salaire de 200 € contre les 30 € proposés par la direction. Principalement à l'appel de la CGT, les travailleurs·es des établissements de la façade Est de la France étaient mobilisé·es. À Nancy, la grève a duré 4 jours avec pi-

quet et blocage d'une chaufferie du chauffage urbain. Dans le Grand-Est, la participation au mouvement a été historique, avec une AG rassemblant une quarantaine de personnes. Si la grève n'a pas porté ses fruits pour l'instant sur les salaires, les grévistes se sont soudés et renforcés, un ferment pour les prochaines actions revendicatives réussies.



124 MILLIARDS DE PROFITS, MERCI MACRON !

Depuis de nombreuses années, les capitalistes se font des profits records sur notre dos. En 2023, les bénéfices des entreprises de CAC 40 se sont élevés à 123,9 milliards d'euros et 97,1 milliards € de dividendes ont été reversés aux actionnaires. C'est tout bonnement hallucinant de voir à quel point les capitalistes se gavent alors que partout en France la misère avance. C'est pas le gouvernement Macron qui compte 19 millionnaires sur

35 membres qui va redistribuer ! Pas besoin de chercher loin pour comprendre la colère quand on voit les cadeaux qui sont faits aux plus riches et aux entreprises pendant qu'à côté, ils coupent dans le budget de l'État à grands coups d'économie de 10 milliards d'euros. Il est urgent et nécessaire de les stopper ! Cela fait bien trop longtemps qu'ils volent les richesses que les travailleurs·es produisons !

■ BRUNO MARX

VOTRE COURRIER ET UN PLATEAU-REPAS CHAUD !?

La Poste organise pour des entreprises privées la livraison de repas. Digne de Uber. C'est désormais le travail des facteurs surtout dans les zones rurales ou à la montagne. De la solidarité concrète ? Pas vraiment. C'est un service payant pour l'utilisateur. Et l'entreprise La Poste fait rentrer de l'argent aux frais du service postal public, le coût de l'essence et le temps pris par le

facteur. C'est tout bénéf !

Au passage, la direction de la Poste en profite pour casser les tournées de facteurs car assurer la livraison à heure fixe de ces deux ou trois repas est prioritaire. Parfois on fait déplacer spécialement un facteur pour ça alors qu'un autre avait cette rue sur sa tournée. Aucune logique sauf que la Poste devient une boîte à faire du fric sur le dos des facteurs !

QUELLE STRATÉGIE POUR NOS LUTTES CE PRINTEMPS ?

Depuis début 2024 des grèves ont lieu un peu partout dans les entreprises, signe que la colère est encore très présente et qu'il y en a assez de subir les bas salaires, les conditions de travail pourries, les attaques de Macron, les licenciements, les effectifs insuffisants... La première vague de grèves en février dans l'éducation nationale montre que la colère déborde, et une seconde vague s'amorce.

Dans la plupart des luttes actuelles, c'est principalement autour des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) que les grèves éclatent car les directions et les patrons ne proposent que des miettes, voire rien du tout. Ces grèves permettent de gagner des augmentations de salaire souvent pour viser le rattrapage de l'inflation, voire des primes. Elles revêtent un caractère défensif et montrent la volonté de ne pas se laisser faire. Une brèche s'ouvre, saisissons l'occasion !

VERS UN PRINTEMPS EXPLOSIF ?

Le climat se tend et l'étape de la grève du 19 mars, appelée par plusieurs syndicats dans le secteur public, va être une journée où cette colère va s'exprimer. Cette journée devrait servir d'encouragement à ce qu'il puisse y avoir des luttes qui démarrent, en appelant à poursuivre le mouvement au-delà du 19 mars.

Mais voilà, les directions syndicales ne semblent pas prendre en main cette question, alors qu'elles ont un rôle crucial à jouer pour impulser les discussions et l'entrée en lutte des travailleurs excédés, laissant les syndicalistes naviguer à vue. À tel point que l'appel à cette jour-



Grève dans l'Éducation du 1er février 2024, manifestation à Rennes

> **Augmentation générale de 300 € des salaires**

> **Indexation des salaires sur le coût de la vie et intégration des primes au salaire**

> **Stop aux licenciements**

> **Assez des attaques sur nos services publics (éducation, santé, insertion professionnelle...)**

> **Pour produire selon les besoins et non les profits : pour la mise en propriété publique des principaux secteurs de l'économie (énergie, transports, banque, distribution...) sous le contrôle démocratique des travailleurs pour décider ce qu'on produit et fixer les prix**

née d'action, signé par une intersyndicale large, n'appelle pas clairement à la grève et semble avoir du mal à descendre dans les sections syndicales.

Pourtant les directions syndicales devraient mettre en œuvre un plan de lutte pour faire face à la situation et permettre des véritables victoires : pour de vraies augmentations de salaires (plutôt que des primes), des embauches massives, l'arrêt des réformes de casse des services publics, des fermetures d'entreprises... Les luttes depuis le début de l'année montrent que la période est propice à arracher des victoires. Parce que dans le même temps,

les capitalistes ont peur d'une réaction trop forte des travailleurs face à leurs attaques. Cette fenêtre de luttes peut (et doit !) se développer avant le démarrage des campagnes des élections européennes. Un climat de lutte au printemps impactera la période électorale, ne laissant pas de répit à Macron et aux listes des forces pro-capitalistes.

DE QUOI AVONS-NOUS BESOIN ?

À chaque annonce de grève, la même question se pose : est-ce que celle-ci vaudra le coup ? Comment la rendre plus comba-

tive ? La certaine lassitude qui s'est installée profite à Macron et aux capitalistes et les directions syndicales n'apportent aucunes réponses à ces questionnements. Elles sentent aussi que la situation peut les dépasser très rapidement. Mais c'est surtout l'absence d'un programme clair partagé au sein de la classe ouvrière qui empêche aujourd'hui d'affronter frontalement Macron et les patrons. Les travailleurs n'auront pas peur d'entrer en lutte si c'est sur des bases claires et des objectifs précis. C'est donc bien de discussions sur nos revendications et de quelle société on veut, dont on a besoin.

Il faut que des initiatives soient prises dans les équipes syndicales combattives, avec tous les travailleurs et travailleuses volontaires et déterminés, pour lancer des discussions dans les syndicats et les lieux de travail et par extension permettre à tous les travailleurs de s'impliquer dans la bataille contre le gouvernement Macron-Attal et les capitalistes.

■ YOHANN BIS

L'ÉDUCATION SE MOBILISE FACE AU MÉPRIS !

Nouvelle ministre, toujours les mêmes problèmes ! Nicole Belloubet remplace Amélie Oudéa-Castéra, qui avait enchaîné les conneries à une vitesse record, et montre directement la priorité du gouvernement vis à vis de l'éducation : un prof devant chaque classe, et ce peu importe comment ils sont recrutés et sur quelle base, on fera avec ce qu'on a.

Ce mépris de l'éducation existe depuis plusieurs décennies et ce gouvernement ne fait pas exception. Mais la colère est très forte. Et malgré les congés d'hiver décalés dans le pays, les grèves reprennent notamment dans les collèges et lycées début mars. Le gouvernement est sous pression. La lutte doit se poursuivre et s'intensifier sur

plusieurs jours de grève d'affilée pour les faire reculer.

QUELLES REVENDICATIONS DÉFENDONS-NOUS ?

La Gauche Révolutionnaire défend plusieurs points pour avoir une éducation juste entre toutes et tous, soit l'inverse de la volonté du gouvernement. Plutôt que de faire des groupes de niveaux, qui ne servent qu'à séparer les soi-disant « bons » du reste et proposer une éducation à 28 vitesses, il faudrait réduire le nombre d'élèves par classe, de façon à pouvoir vraiment s'occuper de chaque élève.

Dans la même optique, Parcoursup et son système qui trie et favorise les enfants de bourgeois doit être supprimé. Chacun doit

pouvoir accéder aux études supérieures, peu importe ses revenus ou ses origines. On doit aussi militer pour la suppression de la réforme du lycée professionnel qui met l'enseignement sous la direction du patronat et permet l'exploitation des élèves. Les lubies réactionnaires du gouvernement, entre SNU et uniforme doivent être supprimés.

Les personnels de l'éducation ne doivent pas les laisser redonner vie à l'enseignement des années 50 et lutter pour une éducation publique gratuite et de qualité pour toutes et tous car dans le système mis en place par la bourgeoisie avec sa fausse méritocratie, les dés sont pipés dès le berceau !

Le budget doit non seulement être maintenu mais aussi augmenté pour embaucher massi-



Plutôt que de faire des groupes de niveaux, qui ne servent qu'à séparer les soi-disant « bons » du reste et proposer une éducation à 28 vitesses, il faudrait réduire le nombre d'élèves par classe, de façon à pouvoir vraiment s'occuper de chaque élève.

vement dans tous les métiers de l'Éducation !

LES POLITIQUES CAPITALISTES N'ÉRADIQUERONT JAMAIS LE SEXISME !

Lors de son élection, Macron a promis de faire de l'égalité homme-femme « la grande cause du quinquennat ». Mais revenons à la réalité, rien n'a changé. Les travailleuses et travailleurs se font toujours autant exploiter, avec autant d'inégalités sexistes. Ce sont encore les femmes travailleuses qui se prennent la crise avec l'inflation de plein fouet. En effet, 63 % des personnes payées au SMIC sont des femmes, et elles sont trois fois plus nombreuses que les hommes à temps partiel. Ce n'est pas pour leur bon plaisir, mais pour beaucoup, pour avoir le temps de s'occuper des enfants et de la famille. Il s'agit d'un calcul du foyer : choisir quel salaire conserver à 100 %, et c'est souvent le salaire des hommes qui est plus élevé. Et avec les absences au travail pour maternité ou problème de santé des enfants, les femmes travailleuses sont les dernières à voir les augmentations.

SANS MOYENS ALLOUÉS, PAS D'ACTES CONCRETS

Récemment, le Sénat a adopté le projet de loi visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution et le Parlement va certainement en faire autant. Mais pour que ce genre de lois soient rendues concrètes, alors il faut que ça se traduise en moyens. Car les attaques actuelles sur les services publics empirent la situation des



femmes, et particulièrement des travailleuses, et finalement compromettent, par exemple, le droit à l'IVG. Comment avorter sans hôpitaux de proximité, transports en commun gratuits, sans place pour des rendez-vous ?

Toutes les femmes subissent l'oppression sexiste aujourd'hui, mais pas de la même manière selon leur classe sociale ! Une femme bourgeoise n'aura pas de soucis d'accès à la santé, aux contraceptions, à l'avortement, elle peut aller dans des cliniques privées si besoin. Comme pour l'éducation, les bonnes écoles et études supérieures sont bien plus accessibles quand on en a les moyens.

UNE LUTTE D'ACTUALITÉ QUE LE MOUVEMENT OUVRIER DOIT PORTER

Le sexisme reste ancré aujourd'hui. Les capitalistes profitent des discriminations pour

exploiter et diviser encore plus les travailleurs et travailleuses. On peut faire bien changer progressivement les mentalités, combattre les violences faites aux femmes, tant que toute la société elle-même n'est pas égalitaire, nous ne pouvons pas obtenir l'égalité de fait. Les femmes peuvent théoriquement avoir les mêmes droits, les capitalistes utiliseront ce qu'ils peuvent pour nous diviser. Et tant que nous sommes dirigés par ces profiteurs qui cherchent à augmenter leur capital et pas à améliorer les conditions de vie de toutes et toutes, rien ne peut se résoudre ! À chaque fois que nous gagnons un droit, il est repris, comme cité ci-dessus, le droit à l'IVG, ou les droits à la formation, qui sont de plus en plus attaqués.

■ LUCIE MENDES

> Pour une santé 100 % publique et gratuite ! La (ré)ouverture de plannings familiaux, de maternités... pour des soins, contraceptions, l'IVG vraiment accessibles à tou-tes !

> L'égalité et la hausse des salaires, un vrai emploi, sans temps partiel imposé, pour toutes et tous. Aucun revenu sous 1 600 € !

> Pour l'organisation des travailleur-ses dans des syndicats combattifs ; pour des campagnes militantes sur les salaires, la retraite, les congés menstruels, contre le harcèlement sexuel...!

> Contre toutes les oppressions liées au genre, couleur de peau, religion... Égalité entre toutes et tous !

COMMENT FAIRE RÉELLEMENT PROGRESSER LES DROITS DES FEMMES ?

En France, l'égalité juridique et sociale entre les hommes et les femmes est aujourd'hui obtenue dans la loi. Mais dans la réalité, les inégalités sexistes persistent. Le fait qu'elles soient régulièrement mises en avant et débattues dans les médias n'y change rien. Mais alors comment obtenir une véritable égalité ?

LE SEXISME N'EST PAS UNE QUESTION MORALE

Si l'on regarde l'histoire, que ce soit sur le plan social ou juridique, les avancées des droits des femmes ont toujours été obtenues en lien avec l'évolution de leur rôle économique, c'est-à-dire avec leur statut de travailleuses. Plus les femmes sont investies dans le processus de production,

plus elles sont en mesure de faire valoir leurs droits, à travers un rapport de force qui se constitue contre la classe capitaliste dominante. La persistance des inégalités et des violences sexistes est bien la preuve qu'on ne peut pas compter sur un gouvernement au service des riches et de la bourgeoisie pour obtenir l'égalité puisqu'il défend le système même qui produit cette oppression.

C'EST AU MOUVEMENT OUVRIER DE MENER LA LUTTE !

Qu'il y ait cette année un appel à la grève interprofessionnelle 8 mars est une très bonne chose. Cela doit être bien préparé et saisi pour montrer la place centrale qu'ont les travailleuses

dans le fonctionnement de la société. En revanche, une journée de lutte qui ne s'appellerait que « grève féministe » comporte le risque de diviser travailleurs et travailleuses entre ceux qui se sentent déjà « féministes » ou non. Alors que le 8 mars est une journée de lutte contre la surexploitation des femmes, et où travailleuses et travailleurs sommes uni-es pour défendre nos intérêts face aux capitalistes et aux politiciens à leur service.

Face à ceux qui coupent les aides sociales, détruisent les services publics, réduisent les budgets pour les plannings familiaux ou les foyers d'accueil, etc., unissons-nous ! Il faut une lutte de masse qui lie l'égalité salariale au fait d'obtenir des salaires permettant à toutes et tous de vivre

dignement, qui exige des services publics gratuits et de qualité, et qui combat l'oppression des femmes en s'en prenant à ses causes : l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière !

À la Gauche révolutionnaire, nous participons activement à renforcer et développer la lutte contre le sexisme, sur les lieux de travail et d'étude, dans les syndicats, dans la rue... en n'y impliquant pas seulement les femmes, mais bien chaque camarade car le combat contre toutes les divisions sur lesquelles le capitalisme repose (sexe, genre, origine, religion...) est essentiel si nous voulons pouvoir renverser le capitalisme et construire le socialisme. Rejoins-nous dans ce combat !

■ RACHEL

LA LUTTE CONTRE LES LGBT+PHOBIES RENFORCE LA LUTTE POUR LE DROIT DES FEMMES (ET VICE VERSA)

Il ne peut y avoir de lutte pour les droits des femmes sans lutte contre le racisme, l'homophobie et la transphobie entre autres. Aujourd'hui encore, ce sont des moyens pour diviser la société, notamment la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard que dans l'histoire, à mesure que les crises s'empirent et face à un mouvement ouvrier fort, les capitalistes se sont alliés aux réactionnaires de toute sorte y compris les fascistes et ce contre les femmes, les personnes LGBT+, les minorités ethniques/nationales, etc.

Aux US, les attaques contre les droits des personnes trans ont lieu en même temps que le renversement de la protection fédérale du droit à l'avortement. La transphobie a servi de légitimation à des arguments réactionnaires et essentialistes sur les femmes, impactant aussi les

femmes cisgenre (non-trans) opprimées par les stéréotypes de genre, en ayant plus ou moins conscience.

La lesbophobie sexualise, humilie et violente des femmes. Le racisme empêche encore plus de trouver un logement ou un travail. Ce n'est pas un hasard si ce sont les femmes « non-blanches » qui occupent en grande partie les emplois féminins les plus précaires et mal payés.

La lutte contre le racisme et les lgbt+phobies renforce la lutte pour le droit des femmes de même qu'elle renforce ces luttes. La classe ouvrière une lutte dans le cadre d'un programme visant à débarrasser la société de toutes les oppressions et de réellement atteindre l'égalité, ce que le socialisme permet.

■ MARIE

MARINE LE PEN, FÉMINISTE ?

Depuis son arrivée sur la scène politique, l'ancienne représentante du Rassemblement National se dit « sensible à la cause des femmes » et prend régulièrement le parti de faire des déclarations en faveur de leurs droits. Elle se pose comme étant la candidate féminine par excellence, et souhaite par cela attirer un électoral féminin par un phénomène de sororité. Le Pen se dit pour l'égalité salariale, dénonce le harcèlement que vivent les femmes dans l'espace public. Or, ces revendications cachent souvent une réalité bien autre : dans le journal L'Opinion, elle confie en 2016

qu'elle redoute que « la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes ». Elle se sert de l'insécurité vécue par les femmes dans l'espace public ou des violences sexuelles ou conjugales pour accuser les personnes issues de l'immigration et joue sur la peur pour faire passer ses idées xénophobes. Ses prétendues positions d'égalité homme-femme ne sont qu'un masque, une apparence sur laquelle elle surfe pour obtenir de nouveaux électeurs et surtout de nouvelles électrices, en dissimulant derrière cela ses idées racistes, xénophobes et islamophobes.

■ CLARA

AGRICULTRICES ET PAYSANNES EN LUTTE POUR VIVRE DIGNEMENT !

La colère du monde agricole met en lumière un scandale : ceux qui nous nourrissent ne se paient pas. Parmi eux, les femmes sont les plus précaires, avec 400 € de revenu en moyenne, pour 70 heures par semaine ! Depuis 1976, elles ont droit à un remplacement sur leur ferme et à des indemnités journalières pendant leur congé maternité... Seulement 59 % le prennent. Certaines font le choix de ne pas avoir d'enfant pour des raisons professionnelles. Car c'est un parcours de la combattante pour toucher ces aides !

Depuis 1980, les femmes peuvent cotiser pour leur retraite. Avant elles ne cotisaient

pas, travaillaient toute leur vie aux dépens de leur mari. Aujourd'hui 16 000 femmes ne cotisent toujours pas, reléguées aux tâches invisibilisées comme la transformation du lait en fromage ou la comptabilité, pourtant les plus importantes dans la rentabilité d'une ferme.

Les remarques sexistes sont encore subies, telles que : « il est où le patron ? », « Pourquoi tu veux t'installer ? Trouve toi d'abord un mari ! », « Laisse moi travailler, va donc plutôt me faire un café ».

Le refus des agricultrices de continuer à subir ces conditions rétrogrades s'exprime par la lutte actuelle, où elles prennent toute leur place !



- 1 - Manifestation le 28 septembre 2023, lors de la journée mondiale du droit à l'avortement à Turin
- 2 - Les agents des crèches municipales de Toulouse en grève le 13 septembre 2023
- 3 - Piquet de grève le 24 novembre 2023 à l'usine Tazreen Fashion au Bangladesh
- 4 - Ouvrières en grève chez Ford, GM et Stellantis aux USA durant le mois de septembre 2023
- 5 - Luites des infirmières et des ambulanciers en Angleterre en décembre 2023



POUR EN FINIR AVEC L'OPPRESSION DES FEMMES, UNISSONS-NOUS ! TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, JEUNES... LUTTONS POUR LE SOCIALISME !



Contactez-nous !



AGISSEZ AVEC NOUS, REJOIGNEZ NOUS !

GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR // CONTACT@GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR



LE 8 MARS : HISTOIRE DE RÉVOLUTION, HISTOIRE DE FEMMES !

L'histoire de la révolution Russe écrite par Trotsky permet de se rappeler le rôle actif joué par les femmes dans le processus révolutionnaire. Pendant des années – dès 1870 et jusqu'en 1917 – dans l'industrie textile en particulier, là où une grande concentration de femmes travaillaient, des vagues de grèves se sont développées pour réclamer une réduction du temps de travail (à 10h/jour) et des salaires égaux à ceux des hommes.

Par exemple, en 1885 les femmes ont « guidé » les ouvriers du textile lors de la célèbre grève d'Orekhovo-Zouïevo ! En résultera une loi interdisant le travail de nuit des femmes et des jeunes... Le mouvement ouvrier féminin a donc fait partie intégrante des luttes pour l'émancipation.

La proposition de célébrer internationalement une journée annuelle pour les luttes et les droits des femmes a été faite par Clara Zetkin, lors de la 2ème conférence internationale des femmes socialistes, à Copenhague, en 1910. Son objectif était de mobiliser les femmes « en accord avec les organisations politiques et syndicales du prolétariat dotées de la conscience de

classe » et l'histoire a bien démontré que leur rôle dans les révolutions est souvent déterminant !

L'ORIGINE DU 8 MARS

Le 23 février 1917 – 8 mars dans notre calendrier grégorien – des femmes manifestent dans les rues de Petrograd (Saint-Petersbourg) pour exiger « le pain, la paix et la liberté ».

La grève commence avec cette journée internationale de droits des femmes et marquera le début de la révolution russe !

La combativité des femmes en Russie a permis jusqu'à la fin des années 1920 de promulguer des lois très très progressistes pour l'époque : le droit à l'avortement et au divorce, la création de laveries, crèches et cantines communes... et au-delà, de considérer la place et la situation de la femme dans la société. Dans un processus de luttes par la grève les travailleuses et travailleurs ont affronté le pouvoir, leur employeur et son capital qui les réduisaient en esclavage : ainsi naîtra une conscience de classe et cet éveil politique qui forgea aussi une conscience de lutte contre l'oppression spécifique des femmes

■ C07

LE COMBAT DES FEMMES À TRAVERS LE MONDE

Depuis plus de cent ans, le 8 mars est la journée de lutte internationale des travailleuses et des grands combats pour une meilleure situation au travail et dans la société. C'est également le jour pour mettre en avant la contribution des femmes dans la lutte contre l'oppression et pour le socialisme.

Au cours de l'année 2023, de nombreuses manifestations ont eu lieu parfois massives pour la défense de l'IVG car un droit n'est jamais acquis dans le capitalisme. Ce fut le cas aux États-Unis, en Italie ou en Argentine.

Au Bangladesh les travailleuses du textile étaient nombreuses dans les grèves de novembre 2023. Près de la capitale Dacca, une ouvrière a même été tuée quand la police a ouvert le feu sur les ouvriers manifestant pour de meilleurs salaires.

En Inde, des travailleuses sociales et des femmes enceintes luttent aussi d'arrache-pied pour démanteler des réseaux qui participent à l'avortement sélectif des fœtus féminins. Des athlètes de haut-niveau ont protesté

contre le harcèlement sexuel dans le sport, rejointes par des athlètes hommes.

En Iran, après l'assassinat de Jina Mahsa Amini par la police des mœurs, les femmes restent au premier rang de la révolte sourde dans le pays.

Au Royaume-Uni, les grèves contre la vie chère ont mobilisé tous les secteurs de métiers. Plus de 100 000 infirmières ont fait grève pour la hausse des salaires. Un mouvement de grève historique !

Les travailleurs et travailleuses, dans leurs syndicats, en militant pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et en luttant contre les violences sexuelles et sexistes sont l'arme la plus puissante pour améliorer durablement le sort des femmes. Sur nos lieux de travail, dans les syndicats, dans la rue, nous devons construire femmes et hommes, côte à côte, un mouvement capable de renverser le capitalisme !

Partout dans le monde des femmes du monde luttent. Battons-nous pour nos droits ! Rejoignez la lutte pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et aux oppressions !

L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES SOUS LE SOCIALISME, ÇA DONNERA QUOI ?

On entend souvent parler du socialisme comme si cela ne pouvait être qu'une utopie... Face à la réalité trop souvent sordide de la société capitaliste, il est normal et important de réfléchir à comment construire un monde débarrassé de l'oppression où les femmes peuvent disposer de leur vie, de leur corps et de leur opinion comme elles le veulent ?

MAIS CETTE SOCIÉTÉ N'A RIEN D'UN MYTHE, ON EN A EU UN AVANT-GOÛT !

Après la révolution russe de 1917, les bolcheviks ont mis en place des mesures concrètes pour que les femmes ne soient plus reléguées à leur rôle de mère et de maîtresse de maison. Parce que oui, une société socialiste met en place des choses concrètes et ne contente pas d'écrire des droits qui ne valent rien si les moyens ne sont pas mis en place.

Il faut s'attaquer aux causes profondes : le fait que les femmes soient reléguées à leur rôle familial. La famille restreinte et le mariage se sont systématisés lorsqu'il y a eu assez de surplus de production pour s'assurer que les richesses de la famille aillent aux descendants. Et pour s'en assurer, on a instauré le mariage et en a découlé le contrôle du corps des femmes.

Les bolcheviks ont donc légalisé le divorce, pour que les femmes ne soient plus prisonnières de leur mariage, mais

également supprimé la différenciation entre les héritiers « légitimes » et ceux hors-mariage. Quand au droit de disposer de leur corps, l'avortement a été légalisé en 1920, soit des décennies avant les gouvernements bourgeois.

ET QU'EST CE QU'ON POURRAIT FAIRE MAINTENANT ?

Il faut avoir le même objectif en tête : libérer les femmes de leurs obligations familiales, sortir de l'idée (et de la réalité souvent) que la place de la femme est à la cuisine.

On veut une société où les femmes participent à la vie politique. Elles auront plus de possibilités et plus de temps si l'éducation des enfants et l'entretien du logement ne dépend plus que d'elles. On pourrait avoir une prise en charge collective des repas, avec des cantines de quartiers. Les bolcheviks avaient aussi mis en place des lavoirs collectifs, où on pouvait déposer et récupérer son linge !

Pour la garde d'enfants, qui est hors de prix aujourd'hui, on doit créer plus de crèches et de garderies, les rendre publiques et gratuites pour garantir l'accès à tous. Le socialisme met en avant l'intérêt d'une éducation plus collective plutôt que ce ne soit que la charge des parents (et souvent des mères). L'école gratuite pour tous mais des espaces de loisirs, des associations pour le sport, les arts, les vacances, etc. Une société socialiste, pour

les femmes comme pour tous les humains, serait un cadre de vie beaucoup plus égalitaire, qualitatif et collectif, puisque c'est une organisation de société qui répond aux besoins des gens plutôt que de faire des profits. C'est pour cette raison que l'on milite, pas pour un monde imaginaire, mais, sur les traces des bolcheviks avant que Staline renvoie les femmes à la maison, pour un monde où l'humain peut s'épanouir plutôt qu'être exploité.

■ ELEMIAH

““

[...] l'émancipation de la prolétaire ne saurait-elle être l'oeuvre des femmes de toutes les classes, elle sera uniquement l'oeuvre de l'ensemble du prolétariat sans distinction de sexe.

Clara Zetkin



Poster révolutionnaire montrant une femme bolchevique qui ouvre la fenêtre en disant : « A bas l'esclavage de la cuisine ! A nous la vie ! ». Après la révolution russe de 1917, les tâches domestiques furent mises en commun avec la naissance de laveries collectives, cantines, crèches... Bien entendu gratuites !

LES OUVRIÈRES DE LA COMMUNE DE PARIS ONT TRANSFORMÉ POUR TOUJOURS LE MOUVEMENT OUVRIER

Depuis la création de la 1ère Internationale (Association Internationale des Travailleurs) en 1848, la section française adhère à la pensée de Proudhon, père de l'anarchisme. Il prenait position contre le travail des femmes, théorisant que la femme, inférieure, devait prendre soin du foyer. Mais cette position

sera renversée par les militants marxistes ainsi que les ouvrières Communistes, peu après l'insurrection du 18 mars 1871 à l'origine de la Commune de Paris.

C'est le cas de Nathalie Le Mel et André Léo, membres de l'AIT et militantes socialistes, qui s'opposent à la position de la section française dès 1866.



Gravure représentant un cortège lors de la manifestation des femmes la journée du 3 avril 1871

Le plus grand facteur de changement reste cependant l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins des blessés, fondée par Elisabeth Dmitrieff, militante socialiste envoyée par Marx à Paris en mars 1871, dont faisait également partie Le Mel. En fondant l'Union des femmes, E. Dmitrieff avait pour volonté d'encourager les militantes de l'AIT à s'organiser politiquement afin de lutter pour le socialisme.

Malgré l'absence de femmes au sein de la gestion de la commune, l'Union des femmes combattit la propagande bourgeoise, notamment à travers leur « appel aux ouvrières » (une campagne d'affichage poussant les femmes à s'organiser). La fin de la Commune empêcha malheureusement la réalisation complète de leurs projets.

Malgré sa fin sanglante et précipitée, il y a beaucoup à apprendre de la Commune et de son fonctionnement. Et, au centre de ces leçons, il y a l'importance de l'organisation politique des femmes au cours de ces deux mois. Elles ne se contentaient pas de simplement vouloir changer les mentalités. Unies, elles ont lutté sans relâche pour l'inclusion des ouvrières dans la Commune en jouant un rôle déterminant en son sein, sur le plan militaire comme ouvrier, prouvant qu'elles avaient une place même en dehors du foyer. Ces ouvrières et militantes marxistes ont changé à jamais le mouvement ouvrier, en prouvant que les femmes ne s'émanciperont véritablement qu'à travers la lutte menée par une classe ouvrière unie.

■ CYAN

RÉNOVATION URBAINE, QU'EN EST-IL AU BOUT DE 20 ANS ?

Depuis 2004, la politique de rénovation urbaine en France est portée par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), mise en place par J-L Borloo, alors ministre délégué à la ville. Ce programme avait pour but de diversifier les logements au sein d'un quartier, de créer des équipements publics et des commerces et de désenclaver le quartier. Cela a eu pour effet de détruire 164 000 logements sociaux dans les Quartiers prioritaires pour n'en reconstruire que 142 000, principalement en dehors des quartiers. Alors que nous devrions augmenter le nombre de logements sociaux au vu de la crise actuelle du logement, cette répartition a eu aussi pour effet de déraciner des habitants liés à leur quartier ou de les obliger à se reloger dans le privé, à des prix inaccessibles aux revenus modestes. De plus, la mixité sociale souhaitée n'a pas eu les effets espérés. Si une part

des nouveaux habitants a trouvé sa place dans les quartiers, une autre fraction vit hors de la vie de quartier et une majorité n'y participe « qu'à la carte », pour un service ou deux. L'aménagement du territoire ne peut être efficace sans une réflexion globale et concertée.

À la Gauche révolutionnaire, nous revendiquons un accès pour toutes et tous à un logement public décent, à prix abordable, des transports en commun publics et gratuits, ainsi qu'un redéploiement massif de proximité de tous les services essentiels, gérés publiquement.

Les habitants doivent pouvoir prendre part pleinement aux prises de décisions sur l'aménagement et la gestion du territoire. Et non pas uniquement participer à des « consultations » ou autres sollicitations collectives qui sont la plupart du temps balayées d'un revers de main par les élus et administrations, au service des capitalistes.



164 000 logements sociaux ont été détruits dans les quartiers prioritaires

CONSTRUIRE DES LOGEMENTS SELON LES BESOINS : C'EST POSSIBLE !

De 1983 à 1987, les habitants de Liverpool (Angleterre) ont élu un Conseil municipal travailliste, en partie dirigé par les camarades anglais de notre internationale (le CIO). Face aux politiques libérales de Thatcher, ce Conseil municipal a tenu son programme en planifiant la construction de

5 000 logements sociaux, entraînant la création de 12 000 emplois dans le secteur. Même si le Conseil municipal, soutenu massivement par la population, a été attaqué et démis par le gouvernement pro-capitaliste, des exemples comme celui-ci nous montrent que nous pouvons et devons remplacer ce système oppresseur par un monde plus égalitaire qu'est le socialisme.

■ JOACHIM

AVEC LA FIN DE LA TRÊVE HIVERNALE, LA CRISE DU LOGEMENT ?

Le ministre du logement et porteur de la loi anti-pauvre dite « anti-squat », Guillaume Kasbarian, a annoncé vouloir faire face à la crise du logement qui est en cours... en permettant plus de permis de construire ! Le gouvernement veut permettre de lever des restrictions pour la construction, notamment de pavillons.

Attal et Kasbarian, bons libéraux qu'ils sont, prétendent

que ça va provoquer un choc d'offre et donc faire baisser les prix... mais non. Le problème aujourd'hui n'est pas le manque de logement construit, c'est qu'il n'y a plus assez d'HLM alors que le nombre de demandes explose (2,4 millions de demandeurs), que les loyers sont très hauts et que les prêts ont des taux d'intérêts écrasants. Pendant que le secteur financier enregistre des nouveaux records de recettes

fiscales (93 milliards en 2022).

Aujourd'hui, on recense 3,1 millions de logements vides, pour 330 000 personnes sans domicile fixe, soit près de 10 fois plus ! Au total, le mal-logement concerne 4,1 millions de personnes ! L'urgence est de réquisitionner les logements vides. Assez des profits réalisés sur notre dos, les sociétés immobilières doivent devenir publiques, au sein des collectivités des mairies.

L'attribution et la gestion seraient alors gérées par les habitants des quartiers et les loyers doivent être fixés à un maximum de 15 % des revenus du foyer. Seule une mobilisation d'ampleur, à l'appel des associations du droit au logement, des syndicats, des partis... pourront établir le rapport de force nécessaire pour mener à bien nos revendications du droit au logement inconditionnel.

■ YOHANN BIS

LE BUSINESS DES JO ... À L'OPPOSÉ DU SPORT POUR TOUS



Comme ici à l'UFR STAPS de Rouen, les grèves dans les filières de Sport universitaires ont été nombreuses contre les salaires trop bas et la précarité

Comme tous les Jeux olympiques depuis 50 ans, Paris 2024 explose son budget. Estimé à 9 milliards, censés être financés par des fonds privés (sponsors, billets, tourisme...), il avalera aussi plus de 3 milliards d'argent public.

Ceux qui profitent de ces JO, ce sont les grands groupes de la construction (Vinci, Eiffage, célèbres employeurs de travailleurs sans-papiers), de l'hôtellerie (Booking) et les spéculateurs immobiliers (AirBnB). Résultat : les prix du logement

flambent et des milliers de travailleurs et d'étudiants sont mis dehors.

Les JO servent aussi de prétexte pour attaquer les libertés démocratiques (toujours plus de surveillance ; marché juteux pour Thales et Atos) et pour limiter le droit de grève (préavis imposé et « service minimum » pour les travailleurs de l'aérien et des transports) : tout pour préserver les profits des actionnaires. Le ticket de métro va passer à 4 €, un prétendu « état d'exception » qui va évidemment perdurer après les JO...

EN FACE, RIEN POUR LE SPORT EN CLUB POUR TOUS !

Aucun plan pour augmenter le nombre de places en STAPS –

ni les salaires des enseignants, qui étaient en grève à la rentrée 2023. Par contre, les organisateurs proposent aux étudiants de devenir bénévoles pour les JO : 10 jours et jusqu'à 48h par semaine de travail gratuit. Belle hypocrisie, jetée à la figure des étudiants qui n'ont même pas les moyens de louer en région parisienne. Ces JO ne serviront pas le sport, ni la population. En Seine-Saint-Denis, un enfant sur deux ne sait pas nager en arrivant au collège. La région manque d'équipements sportifs et beaucoup de familles ne peuvent pas payer le club de sport. Ces moyens devraient servir à un vrai financement public du sport pour tous, qui réponde aux besoins exprimés démocratiquement par les travailleurs du secteur et la population !

JEUNES, ON VEUT DÉCIDER DE NOTRE AVENIR !



Mobilisation lycéenne au Mans, janvier 2024

En tant que jeune, nous sommes toujours plus nombreux à connaître la détresse psychologique ou encore la phobie scolaire. Et une majorité voit difficilement son avenir. La pression des examens, des devoirs à la maison, Parcoursup, les stages, tout ça pèse souvent lourd. Que fait vraiment le gouvernement ? Est-ce qu'il modifie sa politique, est-ce qu'il crée plus de postes de psychiatres pour les jeunes (ils sont seulement 597 pour toute la France!) ou plus de postes dans l'enseignement ? Non !

ÇA SUFFIT !

La politique de Macron crée une situation intenable par le manque de moyens dans l'éducation avec des classes surchargées, des profs non remplacés, la sélection à l'université, et maintenant, en fin de 3ème, des classes de niveau...

Et en plus, il veut mettre au pas la jeunesse. C'est le sens du contrôle plus fort de la tenue des jeunes et en particulier des jeunes filles, de l'envoi massif de jeunes de 2nde au SNU. On dirait qu'ils préparent l'idée que ce serait normal de faire la guerre pour leurs intérêts.

Il veut faire d'une partie de la jeunesse, et notamment celle issue des quartiers populaires, de futurs travailleurs dociles, qui ne contesteraient pas, respecteraient l'autorité du gouvernement et des patrons. Bref s'habituer à des conditions de vie et de travail pénibles et précaires.

■ LÉON R.

Et la dégradation des services publics comme la Santé et l'éducation n'est pas un hasard. Cela profite aux capitalistes qui récupèrent des marchés pendant que les travailleurs et les jeunes voient leur droit à se soigner ou étudier diminuer et se prennent de plein fouet la crise économique. Le gouvernement cherche à faire d'une partie de l'éducation et des formations un marché juteux pour le patronat et nous faire payer leur crise.

CETTE SOCIÉTÉ-LÀ, ON N'EN VEUT PAS ! LUTTONS ET ORGANISONS-NOUS !

Ce n'est pas à Macron et aux capitalistes de décider de notre avenir, mais à nous ! Il faut une mobilisation massive contre Macron. Partout on devrait se réunir et discuter, dans les facs et nos lycées, de ce qu'on veut et des moyens d'agir pour l'obtenir. C'est ce que font les travailleurs quand ils font grève pour forcer le patron à augmenter les salaires ou l'empêcher de licencier. Faisons pareil ! Luttons pour un vrai avenir, pour une éducation et une formation 100% publique, gratuite, sans sélection, de qualité et ouverte à toutes et tous. Dans le cadre de cette société capitaliste, toujours plus injuste, barbare, ce n'est pas possible ! Venez lutter avec la Gauche Révolutionnaire pour une société réellement solidaire, une société socialiste, égalitaire et démocratique !

TOUS CES CHÈQUES POUR AIDER LA POPULATION OU ENRICHIR LES PATRONS ?

Chèques énergie, carburant, bois... c'est le seul moyen que trouvent les différents gouvernements de Macron depuis 2018 pour nous faire croire qu'une lutte contre l'inflation est mise en place. Une fausse solution qui ne résout pas le problème mais plutôt l'aggrave tout en rassurant les capitalistes qui ne cessent d'augmenter les prix : encore 10% pour l'électricité en février 2024, des augmentations attendues sur le prix du carburant en mars, du gaz en juillet... D'un autre côté, une

bonne partie des travailleurs n'ont pas pu bénéficier de cette fausse-aide (les sous-locataires, les personnes qui ne savent pas utiliser internet, les sans-papiers...) alors qu'un député européen comme Jordan Bardella l'a reçu deux fois ! Assez d'envoyer notre argent dans les poches des riches ! Le seul moyen de lutter contre l'inflation est d'investir cet argent dans des services publics, contrôlés par les travailleurs, qui tiennent les secteurs clés du pays et qui garantissent le juste prix des services.



NOTRE TRAVAIL MUNICIPAL À PETIT-QUEVILLY (ROUEN)



Le groupe Décidons Petit-Quevilly, soutenu par la France insoumise et la Gauche révolutionnaire, a obtenu un siège lors des élections municipales de 2020 à Petit-Quevilly (près de Rouen). Depuis, notre élu et les autres militants luttent pour une politique en faveur des travailleurs et des jeunes de la ville.

La majorité PS, PC et EELV applique localement une politique trop souvent proche de celle du gouvernement : mise en place des 1607 h pour les territoriaux, fermeture d'une

Résidence pour Personnes Âgées municipale publique au profit du privé. Et prépare le terrain à des coupes budgétaires en 2025.

Contrairement à la majorité menée par le PS, Décidons Petit-Quevilly s'oppose à toutes coupes budgétaires et mesures contre le service public et ses agents. Le travail municipal du groupe repose avant tout sur l'information des habitants, sur le marché et devant les centres commerciaux. Le but : les encourager à lutter pour des vrais services publics (centre médical municipal, accueil pour les jeunes, RPA publique...) et de vrais logements publics.

LA CONFÉRENCE NATIONALE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE !

Cette année, la conférence nationale de la Gauche révolutionnaire se tient à Rouen, le week-end du 23 et 24 mars. C'est une échéance importante dans la vie démocratique de notre parti, qui permet que nos débats traversent toute l'organisation et que chaque camarade puisse y contribuer, qu'il soit membre depuis 3 mois ou 30 ans !

Une grande partie des discussions portera sur la période tourmentée que traverse le capitalisme : entre guerres, crises économiques, inégalités croissantes, dérèglement climatique... Cette situation crée une crise politique qui touche aussi bien la bourgeoisie que les organisations de la classe ouvrière.

Macron et son gouvernement de combat sont malgré les apparences fragilisés, et la période de la campagne pour les élections européennes va être l'occasion de le leur rappeler ! Nous échangerons sur là où en sont les travailleurs et la jeunesse, leur niveau de conscience et de com-

bativité ainsi que sur comment appuyer une campagne politique pour ces élections qui renforce notre camp.

Nous discuterons également de la construction de notre parti, du matériel et des points programmatiques à développer en lien avec l'actualité pour permettre à plus de jeunes et de travailleurs.es de reprendre à leur compte la perspective de la lutte pour en finir avec le capitalisme. Des millions de personnes espèrent une amélioration de leurs conditions de vie et sentent bien que ce système est incapable de la leur offrir. Pourtant, peu de forces politiques mettent en avant le socialisme ou expliquent comment parvenir à déposséder les capitalistes de leurs moyens de nuire contre les peuples et l'environnement. C'est ce que nous faisons à la Gauche révolutionnaire, en mettant en avant notre programme pour une société socialiste, partout où nous agissons. Si tu veux participer à notre conférence, n'hésite pas à nous contacter !

SAMEDI 23 MARS // 19 H 15
— MEETING —

CONTRE LE RACISME ET L'EXTRÊME-DROITE, CONTRE LE CAPITALISME ET LES GUERRES : AUX TRAVAILLEURS, AUX JEUNES DE PRENDRE LA TÊTE DES RÉVOLTES !

AVEC DES INTERVENANTS D'ALLEMAGNE ET DE GRANDE-BRETAGNE, MILITANTS DE NOS SECTIONS SŒURS DANS CES PAYS

— PARTICIPATION POSSIBLE EN VISIO, CONTACTEZ-NOUS ! —

PARTICIPEZ À NOS APPELS FINANCIERS

Dans le cadre de la Conférence, pour financer le développement de notre organisation, nous invitons tous ceux qui le peuvent à participer à notre appel finan-

cier. Notre objectif est d'atteindre 1000 €, dont la moitié sera reversée à notre Internationale. Toute participation, quelle qu'elle soit, est importante !

4000 € POUR LE CIO, C'EST PARTI !

La GR est la section française du Comité pour une internationale ouvrière (CIO/CWI). Notre Internationale compte des sections sur tout le globe. C'est un élément essentiel car la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme ne peut être

que mondiale. Le CIO a lancé un appel mondial pour financer la circulation des militants et des matériels dans le monde, et la construction de sections dans de nouveaux pays. En France, nous avons l'objectif de collecter 4000 € en 2024. Participez !

DEMANDEZ NOS DEUX NOUVELLES BROCHURES !

Nous venons de publier deux brochures pour alimenter les débats politiques !

La première, sur notre programme en Palestine/Israël, conscients qu'il est crucial d'avoir une position claire et réaliste sur la situation, compile plusieurs articles. Une so-

lution est-elle possible sous le capitalisme ? Comment lutter contre la guerre ici ? Un article plus historique, « Aux racines du conflit Israël-Palestine et du massacre à Gaza », et une interview importante d'un militant marxiste sud-africain du CIO sur les leçons de la lutte contre

l'apartheid en Afrique du Sud. La seconde : les textes issus du Comité Exécutif de notre Internationale de janvier 2024, car pour comprendre les événements qui se produisent dans le monde entier il faut comprendre la crise du capitalisme et des gouvernements

bourgeois. Elle amène à la fois des attaques violentes de la bourgeoisie et des poussées révolutionnaires des masses qui exigent un programme et des organisations pour gagner.

Demandez ces brochures (40 et 36 pages, 2,50 €) et discutez-en avec nous !

REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter et nous rejoindre !

- Tel/SMS/whatsapp/signal : +33 (0) 7.81.32.75.89
- Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr
- Envoyez-nous une photo du coupon ou
- Retournez-le par la poste à : Les amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc centre 166, 76 000 Rouen
- Vous pouvez nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site : www.gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
 RENCONTRER UN·E MILITANT·E
 REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN 15 €
 ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ) 20 €
 ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN 30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
 _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR 76 1010 7003 7000 2327 0076 061

NOM / PRÉNOM : _____

TÉLÉPHONE : _____

ADRESSE MAIL : _____

ADRESSE POSTALE : _____

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

TRAVAIL, SALAIRE

- ▶ Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation des salaires maintenant !
- ▶ Aucun revenu sous 1 600 € net.
- ▶ Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...)
- ▶ Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32 h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- ▶ Prenons dans les profits du CAC 40 (100 milliards de dividendes en 2023 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- ▶ Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- ▶ Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs eux-mêmes.

SANTÉ

- ▶ Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes privés de maisons de retraite/Ehpad, etc).
- ▶ Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- ▶ Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- ▶ Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- ▶ Non aux restrictions sur le droit de grève et de manifester !

▶ Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.

▶ Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

LOGEMENT

- ▶ Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- ▶ De vrais moyens pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

POUR UNE LUTTE DE MASSE

▶ Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.

▶ Pour la construction de syndicats combattifs et militants !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

▶ Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur·ses, syndicalistes, jeunes, retraité·es, pour défendre un programme de lutte commun contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches.

POUR LE SOCIALISME !

▶ Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.

▶ Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

SÉNÉGAL : MOBILISATION MASSIVE CONTRE MACKY SALL

Le 3 février 2024, l'actuel président du Sénégal, Macky Sall, avait annoncé le report de l'élection présidentielle prévue le 25 février. Le Conseil constitutionnel a refusé ce report le 15 février. Depuis, la crise politique se durcit. Les manifestants n'ont pas dit leur dernier mot.

Après une pseudo « réconciliation nationale » boycottée par quasiment toute l'opposition, Macky Sall sort de son chapeau une amnistie générale, une « auto amnistie » pour effacer les exactions de son pouvoir. Un renvoi du scrutin au 2 juin semble s'annoncer. Mais tout serait suspendu encore une fois au bon vouloir de Macky Sall. Et ça, la majorité de la population n'en veut plus !

DES PLATEFORMES DE MOBILISATIONS

Plusieurs plateformes existent dans le pays regroupant les nombreuses oppositions. La plateforme citoyenne regroupant des syndicats et des mouvements citoyens, Aar Sunu Election « protéger notre élection », le FC25 – un front de 16 candidats à l'élection présidentielle sur les 19 validés par le Conseil constitutionnel. Mais il existe aussi d'autres plateformes ou regroupements. C'est le cas du F24 ou encore du Front pour la défense de la démocratie. Il y a aussi des mouvements plus



Manifestation à Dakar le 2 mars

anciens comme le mouvement « Y'en a marre » créé en 2011, après des coupures d'électricité et des hausses des prix. Ils se mobilisent encore régulièrement.

UN FRONT COMMUN SE MET EN PLACE POUR ARRACHER LA TENUE DES ÉLECTIONS

La majorité des organisations réclament les élections avant le 2 avril, date de fin de mandat officiel du président. Cette ambiance pousse les structures existantes à travailler ensemble.

La plateforme Aar Sunu Election qui regroupe mouvements citoyens et syndicats, a annoncé le 29 février sa jonction avec le FC25, avec la coalition d'opposition F24 et avec le Front pour la défense de la démocratie. Un front commun de l'opposition se forme alors sur la tenue de l'élection afin de coordonner leurs ac-

tions. C'est un pas important. La question est désormais de savoir sur quelles bases la mobilisation va-t-elle se faire ?

DES ÉLECTIONS POUR QUEL CHANGEMENT DANS LA SOCIÉTÉ ?

La colère contre Sall a pris forme sur la question électorale mais elle est bien plus profonde, face à la dégradation des conditions de vie quotidienne. Beaucoup de candidats à l'élection, par exemple dans le FC25, veulent juste l'élection mais ne sont pas des opposants au régime corrompu. On ne peut pas compter sur eux.

C'est l'implication des travailleurs, des femmes, des jeunes, et de leurs organisations qui garantira la tenue d'élections démocratiques et la fin du pouvoir arbitraire de Sall. Il est donc essentiel que les syndicats de travailleurs



Un appel commun à cesser partout le travail par une grève sera une étape déterminante pour dire non aux magouilles de Sall et pour la tenue d'élections démocratiques

se mobilisent et prennent la tête de la résistance à Macky Sall. Pas question que tel ou tel politicien puisse s'accaparer le pouvoir et juste remplacer Sall par un autre.

Un appel commun à cesser partout le travail par une grève sera une étape déterminante pour dire non aux magouilles de Sall, pour la tenue d'élections démocratiques et pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

Tous les dirigeants qui s'accrochent au pouvoir ont du souci à se faire en Afrique (et ailleurs !). Les travailleurs, les femmes et les jeunes en Afrique cherchent à lutter et à se débarrasser de l'injustice, d'un développement guidé par les profits et de l'absence de droit démocratique. Le combat pour une société socialiste est à nouveau à l'ordre du jour.

■ RYAN ET LEÏLA

PALESTINE : POUR EN FINIR AVEC LE MASSACRE ET L'HORREUR !



Cinq mois ! L'offensive de Netanyahu contre la bande de Gaza n'en finit pas. Par milliers des civils meurent. A l'ONU, les cessez-le-feu, toujours recalés, ne changent rien. Et quelle honte que ces tables de « négociations » entre le Qatar et les services secrets US et israélien. Des corrompus et des tortionnaires qui discutent sur le dos des palestiniens. C'est par la mobilisation internationale des travailleurs et des jeunes du monde entier que nous arrêterons le massacre !

En Cisjordanie, le gouvernement Abbas du Fatah a démissionné. Marque de l'impérialisme américain, qui veut une nouvelle autorité palestinienne contrôlant la Cisjordanie et la bande de Gaza (vidée ?!). Leur nouveau pion, Mohammad Mustafa, est directeur du fonds d'investissement palestinien et ancien membre de la Banque mondiale.

Pour les impérialistes, les régimes du Moyen-Orient ou pour les dirigeants palestiniens actuels, la création d'un état palestinien ne revient pas aux Palestiniens eux-mêmes. Le Fatah et le Hamas ne font que conduire à une défaite en collaborant respectivement avec les forces impérialistes ou les régimes réactionnaires locaux.

La colère des masses contre la gestion des territoires sous leur contrôle grandit. Seule une lutte indépendante des travailleurs et jeunes palestiniens permettrait de s'organiser en masse. Les travailleurs israéliens, eux, doivent rompre avec la politique des bourgeois ultra réactionnaires au pouvoir. Seule l'action unitaire autour des mots d'ordre de paix, des revendications de justice sociale, contre la guerre et les capitalistes, ouvre un avenir des possibles en Israël Palestine, et au-delà, dans toute la région, au moyen d'une fédération socialiste du Moyen-Orient.

MAYOTTE N'EST PAS UNE COLONIE !

L'archipel des Comores est un pays et l'un des plus pauvres du monde. Situé au large de Madagascar, il a obtenu l'indépendance en 1974, suite à un référendum. Dans cet archipel, seule l'île de Mayotte a décidé de rester française puis département français en 2011. C'est une exception internationale.

DERRIÈRE L'EXCEPTION, LA MARQUE DU COLONIALISME

Le 11 Février 2024, le ministre de l'intérieur G. Darmanin est allé à Mayotte pour annoncer la fin du droit du sol sur cette île. Les enfants nés là-bas ne seront plus français ! Déjà, en 2017, une « loi immigration » imposait une exception quasi équivalente : pour devenir français, un enfant né sur place doit demander la nationalité à l'âge de 13 ans et avoir vécu au moins 5 ans en France. C'est le cas aujourd'hui pour un enfant né en France de parents étrangers.

Ainsi, le gouvernement met en place une citoyenneté de seconde zone digne du statut de l'indigénat colonial. Il surfe ensuite sur le racisme pour se dédouaner de l'abandon des services publics en associant, à chaque discours, immigration et délinquance. L'absence d'eau potable un jour sur trois depuis août 2023 sur l'île en est la preuve.

LA PRESSION DE LA PAUVRETÉ DE MASSE

La grande précarité est un problème majeur. 77% de la population vit sous le seuil de pauvreté et plus de la moitié des habitations n'ont pas d'eau courante. Malgré cela, Mayotte est l'île la plus riche de l'archipel, ce qui attire énormément de Comoriens. La situation sociale devient intenable.

Cette grande précarité fait qu'un haut taux de délinquance sévit sur l'île. Les délinquants sont surtout des jeunes de moins de 18 ans vivant sous le seuil de pauvreté. Une partie sont des personnes d'origine étrangère



mais pas plus que de mahorais. Cependant le ras-le-bol est tel que des habitants s'organisent contre la délinquance, font des barrages. Des mobilisations xénophobes prennent forme contre les étrangers.

LA POLITIQUE DE DARMANIN ET MACRON N'Y CHANGERA RIEN

Le degré de pauvreté est tel que les habitants des Comores continueront de vouloir venir à Mayotte. Les opérations Wuambushu de destruction des cases (bidonvilles) le montrent bien.

C'est de la politique spectacle qui n'apporte aucune solution. Certainement pas aux expulsés sans abri, pas plus qu'aux travailleurs et aux jeunes mahorais.

Les mahorais se débarrasseront de la misère et de la délinquance que dans une lutte commune de tous les opprimés. Avec le soutien des travailleurs et des jeunes de France métropolitaine, il faut exiger les moyens nécessaires pour subvenir aux besoins de toute la population, sans distinction d'origine et les mêmes droits partout.

■ JB

SYRIE : ERDOGAN AVANCE SES PIONS AU MOYEN-ORIENT

Depuis octobre dernier, la Turquie mène des frappes aériennes massives dans le nord de la Syrie et de l'Irak. Des milliers de civils ont été touchés par ces attaques, les établissements scolaires, les hôpitaux...

Le président Erdogan prétend mener la guerre contre le terrorisme et contre les groupes armés que sont le PKK et le YPG. En réalité, depuis 2020, il soutient et renforce l'armée nationale syrienne (ANS), composée de groupes de rebelles, de mercenaires qui font face aux forces démocratiques syriennes (FDS) pour avoir le contrôle, notamment sur le pétrole syrien. Erdogan nourrit de sa main le terrorisme. De la même manière, il a accueilli les frères musulmans (Egypte) il y a 10 ans pour déstabiliser et renforcer ses points de contrôle en Egypte et en Libye. Il fait la même chose en

Syrie. Il essaye d'avoir plus d'influence, de territoire et de pétrole. Erdogan collabore d'un côté avec la Russie du fait de son marché de gaz et de tourisme, et de l'autre côté avec les États-Unis, car elle est membre de l'OTAN et accueille beaucoup de migrants.

Pour Erdogan, les attaques sur la Syrie sont également un moyen de mettre sous le tapis toute la misère qui sévit dans son pays : chômage de masse, inflation très forte, mesures antidémocratiques et gestion dictatoriale de l'État... La propagande dans les médias turcs sur la guerre est énorme pour servir l'image du président dictateur ! Les luttes en Turquie doivent s'unir : travailleurs, jeunes, défense des minorités, opposition à la guerre... Seule une lutte de masse unie, par tous les opprimés du régime d'Erdogan, pourra mettre un terme à cette politique meurtrière.



L'ÉGALITÉ

1€ / 2€ prix solidaire
Abonnement annuel 15 / 20 €
N° 221 / MARS - AVRIL 2024
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANISONS NOUS !

CONTRE LA GUERRE LE RACISME ET LE CAPITALISME !



Depuis plusieurs semaines, les médias relayent de plus en plus les prises de positions guerrières de Macron. Ce dernier cherche à redorer l'impérialisme français et à viser à la fois des ennemis intérieurs et extérieurs. Ceux qui ne soutiendraient pas Israël dans sa guerre seraient tous de potentiels terroristes et des soi-disant antisémites. Cette approche est une façon de chercher à écraser toute mobilisation qui aurait pu construire un réseau de solidarité avec les Palestiniens.

MACRON-DARMANIN-ATTAL N'ONT QUE LA RÉPRESSION

Après les nuits d'émeutes dues au meurtre de Nahel par la police, le 27 juin 2023, le gouvernement n'a rien proposé d'autre que des lois sécuritaires contre les « violences urbaines ». Les thèmes de l'extrême droite qui amalgament immigration,

insécurité et délinquance sont régulièrement repris. Pour Darmanin, le ministre de l'intérieur, la loi et l'ordre (comprendre « racisme et répression ») sont les seuls remparts pour lutter contre ce qu'ils appellent « l'ensauvagement des jeunes » issus de l'immigration et plus encore contre les musulmans.

Les organisations du mouvement ouvrier ne doivent pas laisser un tel discours sans réponse ! Elles doivent s'opposer au gouvernement et porter une campagne nationale contre le racisme, pour des emplois pour tous avec de vrais salaires et la défense des services publics.

LES IMPÉRIALISTES N'EN ONT RIEN À FAIRE DES POPULATIONS

Les capitalistes français sont sur les dents car les intérêts des multinationales françaises sont largement remis en cause dans leurs anciennes colonies

d'Afrique de l'ouest. Après la décolonisation, ils avaient gardé la mainmise sur l'économie, par la corruption de régimes autoritaires et par l'obligation d'utiliser le Franc CFA dans une quinzaine de pays. En France, parmi la diaspora africaine, il y a un vrai ras-le-bol de l'interventionnisme français qui pille toutes les ressources et de sa « diplomatie » raciste et infantiliste.

Dans sa perpétuelle hypocrisie, la Russie de Poutine se dit être un soutien des peuples africains qui voudraient s'affranchir de l'impérialisme français et grâce à cette soi-disant solidarité, les oligarques russes passent des contrats commerciaux avec les nouveaux régimes aux pouvoirs. Macron en se disant prêt à défendre l'Ukraine et attaquer la Russie, essaye de se montrer le meilleur défenseur des intérêts des impérialistes français à travers le monde. Mais nous ne serons pas sa chair à canon !

Le gouvernement ne projette

pas d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et des jeunes, il n'y voit qu'une main d'œuvre qu'il lui faut mater avec la matraque si nécessaire, pour la rendre docile et rentable au patronat. La colère gronde dans les lieux de travail, à chaque coin de rue dans les discussions. C'est le résultat de cette politique de maintien de l'ordre et des bas salaires, dans un capitalisme en crise.

Ne les laissons pas mener leurs guerres meurtrières, nous diviser et attaquer nos acquis ! Empêchons Macron et consorts de nous projeter vers une économie de guerre. Organisons-nous indépendamment des capitalistes et des partis qui les soutiennent. Pour défendre les intérêts des jeunes et des travailleurs, sur une base de classe ! C'est le seul moyen pour lutter contre les divisions racistes, la guerre et le capitalisme et trouver la voie d'un avenir en commun avec la perspective du socialisme.

UNISSONS-NOUS !

CONTRE LE RACISME : ÉGALITÉ ENTRE TOU-TES !

- > Contre toutes les discriminations (origines, religion, genre, sexualité...), refusons d'être divisés !
- > Un logement et un emploi pour tou-ttes !
- > Assez de la chasse aux migrants !
- > Un accueil digne et décent pour tou-ttes.

CONTRE LES GUERRES ET L'IMPÉRIALISME !

- > Retrait des troupes impérialistes partout dans le monde
- > Stop aux embargos économiques, à la colonisation et aux massacres
- > Droit à l'autodétermination pour tous les peuples
- > Pas un euro pour financer les guerres !
- > Bloquons les livraisons d'armes

- > Exigeons tout cela par des campagnes organisées par les syndicats et les partis des travailleurs avec des actions de solidarité et des manifestations de masse

POUR LE SOCIALISME !

- > Une société égalitaire et démocratique où l'économie sera gérée par les travailleurs-ses et la population !



AGISSEZ AVEC NOUS
REJOIGNEZ-NOUS
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

PRENEZ CONTACT !

☎ 07. 81. 32. 75. 89
✉ contact@gaucherevolutionnaire.fr
🔍 Chercher « Gauche révolutionnaire » sur Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...
🏠 Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76 000 Rouen
🌐 www.gaucherevolutionnaire.fr



📞 Contactez-nous !